supplément 4 pages : ordre moral

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
13 au 19 mars 1997

10,00 F

Donner un coup d'arrêt

Mobilisation sociale en réponse à l'intention de Renault de supprimer plus de 6000 emplois en Europe

Il y a tout lieu de penser que le déroulement de l'affaire Renault, annonçant la fermeture du site de Vilvorde en Belgique, qui emploie 3100 personnes, suivie de la suppression de 2700 postes de travail en France, afin de réaliser, selon la direction et les habituels histrions du libéralisme, les « sacrifices nécessaires » à la bonne santé économique du grand constructeur automobile, relève de la mise en scène et de la manipulation d'opinion. Le temps fort du premier acte, dont l'objet était sans doute de minimiser une possible inquiétude populaire, la convocation du président-directeur général, le sieur Schweitzer, à Matignon pour qu'il s'y fasse taper sur les doigts, essayait de faire oublier que l'Etat français possède encore 46 pour 100 des parts de ce qui fut la RNUR. Et que la direction de Renault avait provisionné plusieurs milliards de francs en prévision d'une vague importante de licenciements.

«Dossier bien lourd », a-t-on sans doute jugé en haut lieu : un nom symbole, Renault, qui fut longtemps appelé la forteresse ouvrière d'où partirent, entre 1950 et 1970, des mouvements sociaux importants qui aboutirent à d'appréciables avancées sociales ; une marque phare de l'industrie française… Il serait nécessaire d'habiller l'affaire, qui risquait d'être chaude, et d'y montrer de l'humanité, du souci pour le bien public et de la mansuétude pour les faibles et ceux que l'impitoyable lutte économique et le progrès technologique écraseront dans leur inexorable marche. Nos gouvernants jouent à merveille ce rôle de composition, il est vrai qu'ils le jouent souvent.

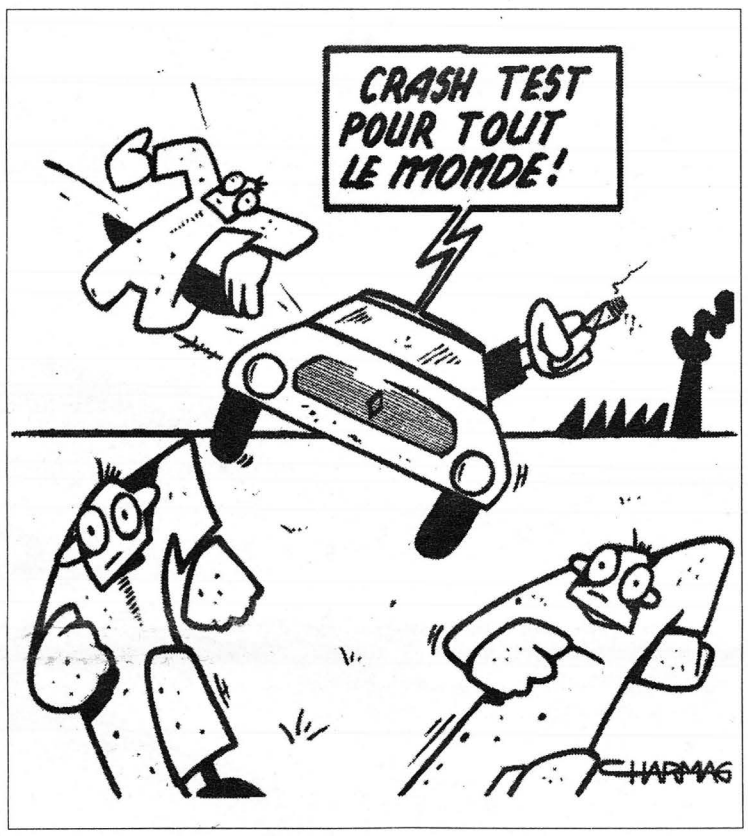
Bien sûr, vinrent quelques couacs de l'autre côté du Quiévrain, du gouvernement fédéral belge, qui répète à qui veut l'entendre – il songe surtout à être entendu de ses électeurs flamands – qu'il n'était pas au courant, pas réellement informé : Louis Schweitzer, qui endosse dans ce scénario le vilain costume de l'homme de fer, l'avait seulement averti de quelques difficultés économiques passagères.

Chasse aux emplois

Est-il nécessaire de rappeler que la marque au losange est coutumière, comme ses consœurs de la construction automobile, des réductions d'effectifs tous azimuts ? Tous les ans se renouvellent les plans sociaux et les disparitions de postes de travail. Trente mille suppressions d'emplois en sept ans dans le monde entier et 15000 en France !

Cette situation de chasse ouverte aux emplois n'est pas particulière à l'industrie automobile. Elle se répète dans tous les secteurs : chez Michelin en 1993, 2000 suppressions d'emplois, gain pour l'entreprise : 3,5 milliards de francs ; chez Danone, en 1995, 297 suppressions de postes, gain pour l'entreprise : 2 milliards ; à l'Aérospatiale, en 1995, 4600 disparitions d'emplois malgré la commande de 120 Airbus qui seront vendus à une compagnie américaine pour la coquette somme de 12 milliards de dollars.

L'élément nouveau, ce qui commence à faire gripper le mécanisme de décervelage organisé par les managers de l'Etat et des entreprises, ce sont les réactions, le refus de ce qui est présenté comme une fatalité et qui relève, en fait, de l'avidité à plus de bénéfices, plus de pouvoirs, plus de salaire pour les dirigeants – on voudrait bien connaître le traitement et les avantages en nature du sieur Schweitzer… Des délégations de salariés de Vilvorde ont été reçues dans des sites français de la marque ; des manifestations ont déjà eu lieu ; d'autres sont prévues : à l'instant de mettre sous presse, nous apprenons que tous les syndicats de l'Europe implantés chez Renault – y compris nos camarades de la CGT d'Espagne, qui seront présents – appellent, mardi 11, à une manifestation devant le siège social, à Billancourt.



Même les lourdes représentations de la Confédération européenne des syndicats, plus habituées au lobbying auprès de la Commission européenne de Bruxelles et qui n'avaient guère apprécié les mouvements sociaux de décembre 1995 en France, se seraient émues.

Le mouvement syndical est-il en train de réinventer l'internationalisme ? Il serait bien temps – comme il est temps de donner un coup d'arrêt à l'arrogance patronale.

J.T.

Parti pris : Pour l'anarchosyndicalisme page 2

Assises pour les droits des femmes : Femmes debout ! page 4

EDITORIAL

Ils en ont de la chance, les moins de vingt-cinq ans, le président de la République va leur consacrer sa soirée de lundi. Pas si bête le bonhomme, il sait parler aux jeunes, lui, il n'est pas figé dans ses tiags, SuperJack ; et nous ne doutons pas qu'il ne viendra pas dans les téléviseurs sans avoir concocté quelques pots de confiture de pommes… Il ne s'invite pas les mains vides et compte bien repartir les poches pleines. D'autant plus facilement que la sélection de « jeunes » de ce genre de bouffonnerie télévisuelle n'est représentative que de ce qu'il est de bon ton de montrer… Avec, peut-être, un « Barlou clean » et un « troisième génération » qui la fermera de peur de se voir conduit à la frontière, pour pimenter la soirée et faire frémir le lobotomisés du tube cathodique.

Il est encore trop tôt, un mois après les élections municipales de Vitrolles, pour établir un bilan politique du groupe Mégret (Bruno et Catherine ou Catherine et Bruno, c'est question de goût, biens connus de services de presse)-Fayard (Hubert, déjà conseiller régional d'Auvergne)-Guillet (Gautier, ex-Gudiste). On notera que la Parti socialiste a complètement implosé et qu'aucune velléité de résistance n'est à attendre de ce côté, ce qui ne surprendra que les gogos votant. On sait que la guerre aux mariages « blancs » est ouverte et que la citoyenne Mégret s'est octroyé la seule voiture de fonction de l'équipe municipale… Rien que du banal, mais du banal qui blesse.

Et puis, il y a leur chef vénéré, Jean-Marie Le Pen, qui annonce qu'il « conduira la liste FN pour les régionales Provence-Alpes-Côte d'Azur ». Peut-être, après tout ces sinistres ont-ils assimilé les leçons de leurs camouflets électoraux des années quatre-vingt et vont-ils se diriger vers une conquête du pouvoir par le bas.

C'est mauvais, ils pourraient bien finir par y arriver, au pouvoir, de cette façon. C'est bon, tant qu'à la base nous résistons et démontons leurs saloperies.

La donne est faite, à nous de jouer.

ISSN 0026-9433 – N° 1075

M 2137 - 1075 - 10,00 F

Pour l'anarchosyndicalisme

Au commencement des années 1990, lorsque l'Union soviétique s'écroula, quand le mur de Berlin fut abattu et les démocraties populaires démantelées, de nombreuses personnes, de diverses opinions, estimèrent qu'un cycle important de l'histoire humaine venait de s'achever. En caricaturant la situation à l'extrême, certains commentateurs parlèrent même de la fin de l'histoire : en retournant un des concepts fondateurs du marxisme et de l'anarchisme, ils prétendaient que la lutte de classes était devenue obsolète. L'avenir appartiendrait au libéralisme, au capitalisme. Le retour sur les tours du Kremlin du drapeau de Pierre le Grand annonçait la mort définitive du socialisme, réduit à n'être qu'un accident de l'histoire…

Aucun des libertaires ne les suivit sur cette route de l'abandon ; avec d'autres courants politiques, nous dénonçâmes ces idées comme de la vulgaire propagande au service des puissants. Le débat entre nous, au contraire, s'enroula autour de deux axes : d'abord, quand recommenceraient les luttes sociales concrètes et, ensuite, à quel moment réapparaîtrait, comme idée-force, la volonté collective de changer le monde ?

Aujourd'hui, seulement quelques années plus tard, sans doute plus rapidement que beaucoup d'entre nous le pensaient, des luttes sociales d'une certaine ampleur ont recommencé, dans toute l'Europe ; la lassitude et la résignation font peu à peu place à la colère et à la détermination de résister à l'avidité apparemment sans frein du capitalisme — à l'indignation aussi devant le contraste révoltant d'une pauvreté qui s'étend sans cesse alors que les puissants s'enrichissent toujours davantage.

Ces multiples formes de résistance, aussi diverses que la désobéissance civile des cinéastes qui appellent à refuser le diktat réactionnaire de la majorité parlementaire ou bien les grèves de plus en plus dures s'opposant aux reculs sociaux imposés par le patronat et les pouvoirs publics, ne posent pas explicitement la question du changement de société ; les souvenirs des expériences passées, des grandes fautes et des grandes erreurs, du stalinisme au programme commun de la gauche, sans oublier les quatorze années du règne de Mitterrand, ne sont pas encore effacés. Mais la conflictualité sociale est réapparue en Europe occidentale.

Une situation plus favorable

Ces circonstances nouvelles permettront-elles aux libertaires de sortir de leur ghetto quasi séculaire ? Pourront-ils accroître l'audience des solutions qu'ils proposent ?

Ces idées – l'action directe, l'autogestion des luttes, des lieux de vie et des entreprises, le fédéralisme, l'internationalisme, l'égalité sociale – sont mieux connues aujourd'hui que naguère, infiniment plus, par exemple, qu'avant Mai 68. Elles se sont propagées lentement, à mesure que régressaient les croyances en la perfectibilité du capitalisme ou en la vertu progressiste de la dictature du prolétariat et de l'Etat ouvrier. N'a-t-on pas vu récemment, au cinéma et à la télévision, des documents et des témoignages qui relataient les luttes et les réalisations libertaires des premières années du siècle ?

Il n'est pas outrancier de prétendre que seul aujourd'hui le mouvement libertaire, avec une ou deux sectes trotskistes non encore tout à fait gangrenées par l'électoralisme, peut s'affirmer encore réellement socialiste, à savoir militant activement pour une société humaine débarrassée du capitalisme et de l'étatisme.

Les propositions du mouvement libertaire historique, aujourd'hui, ne sont plus repoussées comme folie et rêve utopique. Souvent, elles suscitent des débat et des interrogations ; ne seraient-elles pas une amorce de solution, les premiers pas dans le chemin qui sortiraient les êtres humains des conséquences sociales du libéralisme, du capitalisme sauvage : le chômage massif, l'inégalité extrême, les révoltes et les répressions, l'autoritarisme, le fascisme ?

Les propositions libertaires exigent, pourtant, pour devenir crédibles et emporter la conviction davantage que la démonstration ou le raisonnement ; elles impliquent l'exemple vivant, la réalisation concrète, c'est-à-dire l'organisation, l'action collective et concertée…

Oui, sans aucun doute, aujourd'hui, avec la conflictualité populaire qui renaît, avec la mort du marxisme-léninisme, la déroute du réformisme et le triomphe insolent du libéralisme, se repose avec acuité, d'une manière plus pressante que durant les cinquante années qui nous précèdent, la question de l'organisation.

Groupes, fédérations, unions anarchistes ou communistes libertaires ; minorités, tendances, coordinations et syndicats d'opposition, anarchosyndicalistes, autogestionnaires ou alternatifs furent les formes adoptées durant les temps de la guerre froide et de la coexistence pacifique. Elles ont été les conditions de la survie, de la conservation de la mémoire du mouvement, les lieux au sein desquels la flamme allumée par l'Internationale, et devenue incendie avec le syndicalisme révolutionnaire, le mouvement makhnoviste et la CNT d'Espagne, a pu être sauvegardée.

S'agissant des regroupements spécifiquement libertaires, aucun des modèles de structuration interne, théorique ou historique, tels que la plate-forme d'Archinov ou la Synthèse anarchiste, celle de Sébastien Faure ou celle de Voline, ou bien encore les orientations de Malatesta concernant l'organisation des anarchistes, n'est considéré par une majorité de libertaires comme opératoire. Il en résulte un ensemble de regroupements, dont le plus important demeure, en France, par le nombre de ses militants et la diffusion de ses œuvres, la Fédération anarchiste. Sans pour autant que la FA soit, si on ose dire, à l'observation des forces existant réellement, hégémonique ; l'Alternative libertaire possède une influence non négligeable dans les nouveaux syndicats et AC ! ; Réflex et No Pasaran occupent une place importante dans la lutte antifasciste ; l'OCL peut impulser des initiatives qui étendent son influence très au-delà de son réseau propre.

L'élément nouveau, sans aucun doute, est le développement d'organisations syndicales dans lesquelles des libertaires occupent des postes de responsabilité ou qui se réclament ouvertement de l'anarchosyndicalisme et du syndicalisme révolutionnaire.

Les libertaires et l'organisation du salariat

L'organisation des travailleurs et du mouvement populaire a toujours été une des préoccupations principales des militants libertaires ; Bakounine, Fanelli, Guillaume, Lorenzo, Varlin, la première génération des Internationaux s'acharna d'abord à organiser le mouvement ouvrier – toutes les autres formes de regroupement, légales ou illégales, tous les discours, les brochures et les livres ne furent que des moyens pour réaliser cet objectif essentiel. Plus tard, Pelloutier, Pouget, Yvetot et tous les autres, avec la CGT syndicaliste révolutionnaire, s'inspirèrent de leur exemple.

Après la révolution russe, Besnard, Borghi, Rocker, Schapiro, Souchy tentèrent, en s'appuyant sur les forces vives encore de la CNT d'Espagne, de la FORA d'Argentine, de la SAC suédoise et de la CGTSR de France, de regrouper les secteurs ouvriers syndicalistes révolutionnaires avec la création de la IIe AIT.

Deux périodes se succèdent dans ce long effort. Dans un premier temps, les militants libertaires portèrent leur énergie à maintenir et à renforcer l'unité du mouvement ouvrier et socialiste, dont ils représentaient la branche révolutionnaire. Exclus en 1872 de l'AIT par Karl Marx et ses amis, ils essaieront de militer dans l'Internationale ouvrière, en reconstitution après 1885, jusqu'à ce que celle-ci exige de ses sections qu'elles adoptent une stratégie électorale, en 1896, au Congrès de Londres.

Puis, au sein de ce qui devenait des organisations syndicales confédérées, les libertaires furent parmi les plus ardents défenseurs de l'unité du mouvement ouvrier, surtout en France et en Italie.

Pierre Besnard

«Nous sommes décidés, déclarait le camarade Boudoux (1), du Syndicat unique du Bâtiment de la Seine, au Congrès de Saint-Etienne de la CGTU, en juin 1922, en réponse à Monmousseau et à Sémart déjà acquis aux thèses léninistes, à suivre la tradition d'un syndicalisme qui n'a jamais fait faillite, le syndicalisme issu de la Fédération des bourses et du congrès constitutif de 1902, à Montpellier. Ce syndicalisme avait admis comme mode d'action l'action directe, le boycottage, la grève générale, l'antipatriotisme, l'antimilitarisme…

– Ce syndicalisme a fait faillite en 1914, l'interrompt un instant Sémard.

– Pour moi, continue Boudoux, je déclare que ce syndicalisme-là n'a pas fait faillite. Des hommes seulement ont essayé, en raison de leur fonctionnarisme inamovible (2), en raison de l'influence qu'ils pouvaient exercer dans leur milieu, d'entraîner des camarades […]. Alors que le syndicalisme dit : Ouvriers de tous métiers, de toutes races, de toutes religions, de tous pays, vous êtes solidaires sur le terrain de la lutte de classes et c'est par le syndicalisme que vous obtiendrez votre émancipation. »

Sans doute, le syndicalisme de Boudoux se présentait comme le frère jumeau de ce qui aurait pu être, en France, une sorte « d'anarchisme ouvrier ». Comme le précisait au cours du même congrès, le camarade Couture, de la Fédération du bâtiment, « il faudrait être aveugle pour ne pas voir tout ce qu'il y a de commun entre l'anarchisme et le syndicalisme. Tous deux poursuivent l'extirpation complète du capitalisme et du salariat, par le moyen de la révolution sociale. Le syndicalisme, qui est la preuve d'un réveil du mouvement ouvrier, a rappelé l'anarchisme au sentiment de ses origines premières. D'un autre côté, les anarchistes n'ont pas peu contribué à entraîner le mouvement ouvrier dans la voie révolutionnaire et à populariser l'idée de l'action directe ».

Après l'apparent succès de la Révolution russe, le syndicalisme révolutionnaire, qu'on commençait à appeler anarchosyndicalisme, abandonna l'idée d'une possibilité, à court ou moyen terme, d'unité organique du mouvement ouvrier. L'emprise toujours plus grande du réformisme sur l'Internationale dite d'Amsterdam ainsi que la croissance du marxisme-léninisme rendaient illusoire toute possibilité d'une organisation ouvrière unitaire et indépendante.

On le vit clairement en 1936, en France, avec l'unité syn- ●●● page 3

le monde libertaire
Rédaction-Administration : 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	❑ 35 F	❑ 70 F	❑ 60 F
3 mois	13 n°	❑ 95 F	❑ 170 F	❑ 140 F
6 mois	25 n°	❑ 170 F	❑ 310 F	❑ 250 F
1 an	45 n°	❑ 290 F	❑ 530 F	❑ 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal ..... Ville .....
Pays ..... A partir du n° .....(inclus).
Chèque postal ❑ Chèque bancaire ❑
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M) ❑
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé, 76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 – 1er trimestre 1977
Routage 205 – La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

Mégret : malvenue à Toulouse

Mardi 25 février, des milliers de Toulousains de tous poils et de toutes nationalités s'étaient donné rendez-vous dans la rue. Il s'agissait de dénoncer la loi Debré, comme dans tout le pays ce jour-là, et en plus de souhaiter la malvenue à un individu répondant au nom de Mégret, membre connu du Front national, venu faire ce soir-là une conférence sur le thème provocateur de : « Aujourd'hui Vitrolles, demain la France ! »

C'est donc en toute logique que les manifestants, particulièrement nombreux, se sont dirigés depuis la place du Capitole vers l'*hôtel Sofitel*, lieu où allait se dérouler cette conférence de la honte. Comme à chaque prestation d'un ou de plusieurs séides du FN à Toulouse, les forces qu'on dit de l'ordre étaient fortement mobilisées afin de garantir aux propagandistes du racisme, de l'antisémitisme et de la xénophobie le libre exercice de leurs « droits démocratiques ».

Après l'appel à la dissolution, une bonne part des manifestants ont choisi de rester sur les allées Jean-Jaurès, pour bien montrer que Mégret et le FN n'étaient pas les bienvenus dans la ville rose qui revendiquait dans la rue son rejet du fascisme et ses traditions d'accueil et de solidarité envers tous ceux et toutes celles qui en auraient besoin, n'en déplaise à Le Pen et à ses sbires.

Très vite la tension est montée. Les forces de police, armées jusqu'aux dents, ont déversé toute la soirée un déluge de grenades lacrymogènes et déflagrantes, occasionnant de nombreux dégâts matériels et provoquant un trouble certain à ce qu'il est convenu d'appeler l'« ordre public ». C'est dans ce contexte que des policiers en civil ont procédé à quelques interpellations musclées aux abords immédiats de la manifestation.

Olivier M., militant de la CNT, a vu ce soir-là des individus aux cheveux courts s'attaquer sans ménagements à d'autres individus, de « type maghrébin ». Croyant à une agression raciste, Olivier s'est empressé de « porter assistance à personne en danger ». Manque de pot, les agressés venaient de chaparder et les agresseurs étaient de la police ! De nombreux témoins affirment cependant qu'ils ne portaient pas de brassards et ils ne s'étaient pas annoncés comme tels.

L'histoire continue deux jours plus tard au tribunal, où les chapardeurs sont condamnés (six mois de prison dont quatre fermes pour l'un d'eux) et Olivier accusé d'avoir agressé des agents de la force publique. Comme si cela ne suffisait pas, l'accusation a cru bon d'ajouter au dossier les charges suivantes : appartenance à la CNT assortie de l'appartenance à la Fédération anarchiste, au Scalp, au groupe AsseZ Fumé…

La ficelle est grosse : « porter assistance à personne en danger » ça fait léger pour le dossier, d'autant plus que normalement ce n'est pas un délit, c'est même « un devoir civique ». Mais si celui qui porte secours est cénétiste, anarchiste, scalpeur, et tout ce qui s'ensuit, alors là, c'est louche et pour tout dire un peu suspect !

On l'aura compris, dans cette société incapable de répondre aux aspirations de la population, il est interdit de marcher en dehors des clous ! Confronté à la monté e de l'extrême droite, le pouvoir montre le bout de sa matraque et devinez sur qui il tape ? Comme d'habitude, sur les libertaires !

Ces dernières années, la gauche et la droite ont usé et abusé de l'extrême droite à leur profit, les uns et les autres s'en servent d'épouvantail ou d'écran de fumée pour mener une politique d'exclusion et d'injustice sociale toujours croissante.

Face à cela, le discours et les pratiques anarchistes gênent tout le monde des politiciens.

Antiautoritaires, les anarchistes représentent l'antithèse de l'extrême droite : Le Pen ne s'y trompe pas, il est en procès contre *Le Monde Libertaire*, il y a quelques semaines c'est la librairie de la Fédération anarchiste à Lyon qui était incendiée.

Anticapitalistes, les anarchistes s'opposent résolument à la droite : le ministère de l'Intérieur intente un procès au *Monde libertaire*, il paraît qu'on y parle mal de la police !

Libertaires et révolutionnaires, les anarchistes gênent la gauche : déjà en 1982/1983, *le Monde libertaire* dénonçait la politique du gouvernement socialo-communiste qui, déjà, faisait des immigrés les boucs émissaires de la crise, ouvrant la voie à l'extrême droite.

Olivier repassera devant la justice le 27 mars prochain au tribunal de Toulouse, au vu de ce qui précède nous appelons tous ceux et toutes celles qui le pourront à lui témoigner leur solidarité en assistant au procès.

Groupe Albert Camus (Toulouse)

Pour l'anarchosyndicalisme

suite de la page 2

dicale organique qui sonna le glas d'un redressement « syndicaliste » de la CGT, au sein de laquelle les réformistes et les staliniens s'affrontèrent pour le contrôle de l'appareil. Il ne s'agissait plus pour le syndicalisme révolutionnaire hexagonal d'être seulement indépendant des partis politiques, mais de combattre les organisations qui entraînaient les travailleurs vers le parlementarisme et les diverses formes de médiations politiques. Dans la réalité des faits sociaux, les travailleurs membres des organisations anarchosyndicalistes tentèrent, tant qu'ils le purent, de résister à l'intégration du salariat au système capitaliste, alors en marche dans tout le monde industriel. On sait qu'après la Seconde Guerre mondiale cette intégration, soit à la nation française et au « monde libre » soit à la « patrie du socialisme » et à ses porte-parole nationaux, fut totalement réussie ou quasiment.

Un nouveau départ

Or, aujourd'hui, de nombreux faits économiques et sociaux suggèrent que cette intégration du salariat au système politique existant s'effrite, recule. La cause en réside, bien sûr, dans l'inflexion monétariste, plus « libérale » du capitalisme et à l'amoindrissement des garanties naguère offertes par le « welfare state », l'Etat providence. Les groupes dominants du capitalisme, depuis les années quatre-vingt, se sont ralliés à la politique de la régulation par le marché, qui valorise leurs intérêts et leurs profits, et cela à l'échelle de la planète. De ce point de vue, nous avons certes changé de période historique. Mais cette dernière, au lieu d'être le commencement de la « fin de l'histoire » devrait, au contraire, signifier son accélération et devenir une ère de luttes de classes aiguës. Nous sommes bien loin de ce qu'il est convenu de désigner sous le nom de « compromis fordiste », c'est-à-dire la possibilité d'une négociation entre les groupes sociaux au terme de laquelle les intérêts du salariat sont sinon promus du moins préservés ; depuis presque vingt ans maintenant, les conditions de vie imposées à la partie de la population qui ne possèdent pas de part du capital sont en régression régulière. Une fois de plus, le capitalisme montre qu'il n'est pas perfectible. Son développement historique, si riche de science et de technologie, ne s'accompagne d'aucun progrès humain ; la concurrence et l'inégalité qu'il engendre et renforce entre les hommes et les femmes renouvellent sans cesse la violence, la volonté de domination, la pauvreté culturelle, en un mot la barbarie.

Telle est, de toute évidence, la cause profonde de la renaissance de la conflictualité sociale que nous signalions tout à l'heure. Et sa conséquence : l'apparition progressive de groupes de salariés et de chômeurs qui se rebellent contre le destin de pauvreté, de soumission, de résignation que les puissants du monde entendent leur imposer.

Devons-nous, nous les libertaires, nous désintéresser de ces groupements, les négliger, ou les considérer comme secondaires ou « réformistes » et ne nous préoccuper que de renforcer nos organisations spécifiques, supposées révolutionnaires ? Voire même de les regarder comme des sortes de concurrents potentiels de nos groupes libertaires ?

Ne sommes-nous pas porteurs, au contraire, du souvenir du grand débat politique, commencé depuis plus de cent années et qui durera tant qu'existeront le capitalisme et le salariat : Comment transformer la société de classes actuelle ? au-delà de la nécessaire lutte quotidienne, le cheminement libérateur implique-t-il la conquête ou la destruction du pouvoir politique ? De la réponse à cette question dépend toute la stratégie révolutionnaire : action politique ou action sociale ? parti ou syndicat ? Etat ou fédération ?

Ne sommes-nous pas également les détenteurs de ce modèle anarchosyndicaliste de l'action sociale qui a permis, au cours de l'histoire du présent siècle, de constituer un mouvement populaire révolutionnaire ? N'est-il pas de notre responsabilité historique de faire connaître ses analyses et ses propositions le plus largement possible ? En particulier auprès des groupes de salariés et de chômeurs qui ne font plus confiance aux confédérations traditionnelles. Peut-être parce que, entre autres choses, comme l'écrivait récemment le secrétaire général de la FSU, les dirigeants des organisations représentatives ont à leur disposition trop de voitures de fonction…

Et comment obtenir quelque résultat sans s'engager résolument, en tant que militants, dans les luttes que mènent ces nouveaux groupes et syndicats ? Nous pensons aux diverses coordinations, aux organisations de lutte contre le chômage, aux syndicats autonomes, aux syndicats SUD ou CRC et, enfin, à la CNT ?

S'agissant de cette dernière organisation, qui se réfère du syndicalisme révolutionnaire et de l'anarchosyndicalisme, son développement quantitatif ne peut que réjouir tout libertaire, quelle que soit la tendance dont il se réclame : en cette fin de siècle, la lutte pour l'unité syndicale organique n'a plus aucun débouché pratique.

Evidemment, l'actuelle tentative de constituer une centrale anarchosyndicaliste et syndicaliste révolutionnaire peut échouer, comme durant les années cinquante. Pourtant, la perspective qu'elle réussisse, même de manière modérée, c'est-à-dire qu'en quelques années cette organisation rassemble quelques milliers de membres – donnant aux idées libertaires et anarchosyndicalistes, en France, plus de militants qu'elles en réunirent depuis la disparition de la CGTSR en 1939 – justifie tous les efforts et toute l'énergie que nombre de camarades y consacrent maintenant. Ce recours ultime qui a tant manqué au mouvement révolutionnaire issu de 1968, cette structure syndicale ouverte et combative permettant d'organiser ceux que le patronat et les syndicats institutionnels tentaient de briser, nous pouvons commencer aujourd'hui à en creuser les fondations. Lors de la prochaine explosion sociale, sans doute aurons-nous toutes les raisons de nous féliciter de son existence.

Il n'est plus l'heure que les libertaires s'isolent des revendications et des luttes des salariés, des chômeurs, du mouvement social. Le syndicalisme révolutionnaire, éclairé et vivifié par les principes libertaires, en France, en Espagne, en Bulgarie, en Amérique latine et aux Etats-Unis, a déjà ébranlé le monde. Cet outil-là, nous devons le renforcer. Telle est la tâche de l'heure.

J. Toublet

(1) Ajoutons que le camarade Boudoux devait être tué, en 1936, dans les rangs de la colonne Durruti.

(2) Boudoux fait allusion à Léon Jouhoux et à la collaboration de la majorité de la CGT à l'Union sacrée en 1914.

Assises pour les droits des femmes : Femmes debout !

Le 25 novembre 1995 marqua indéniablement une rupture dans l'histoire du mouvement des femmes. 40 000 hommes et femmes, toutes générations confondues, dans les rues de Paris pour défendre le droit des femmes à l'avortement et à la contraception, à l'emploi, à une réelle égalité et pour dénoncer la remontée de l'ordre moral : c'était nouveau et porteur d'une dynamique unitaire sans précédent.

Dynamique et réussite imposaient de ne pas s'arrêter là. À quoi bon une manifestation, si massive soit-elle, en cette orée du mouvement social de décembre 1995, si ce n'est pour avancer ensuite revendications et actions sur le chemin de l'égalité ? Aussi, un collectif national, relayé par plus de vingt collectifs locaux ou régionaux, se mit en place début 1996 pour préparer des Assises pour les Droits des femmes. Plus de 150 organisations syndicales et politiques et associations se sont attelées à cette tâche en travaillant ensemble sur huit thèmes : le droit de choisir ; la place des femmes dans la vie publique ; les violences faites aux femmes ; la pauvreté, la précarité, l'immigration ; la citoyenneté, la laïcité, l'ordre moral ; le droit à l'emploi ; les politiques familiales ; l'international. Si des divergences ont pu apparaître dans les débats, elles furent expliquées, creusées, mais n'ont conduit à aucune rupture : au contraire, les décisions se prennent sans vote, au consensus.

Chaque organisation ou association garde son champ de réflexion et d'intervention et ne met en commun que ce qui rassemble après débat. C'est ce long temps de préparation, un an, qui a permis de faire partager et de confronter des idées et des expériences différentes et de faire le choix, qui est loin d'être *a minima*, d'un certain nombre de revendications et de campagnes d'actions.

Par exemple, la parité, très discutée en ce moment, ne fait pas l'unanimité : du moins il y a divergences quant aux moyens d'y accéder, car qui pourrait se retrouver opposé à la parité, alors que parité veut strictement dire égalité ? Par contre, comment y parvenir ? Des quotas, pouvant cacher des « potiches », des incitations positives qui par contrecoup remettent en question le principe d'égalité universelle, une loi contraignante mais qui serait sans doute encore bafouée comme le sont tous les principes concernant les droits de l'homme ?

De même, sur la famille et les aides à l'enfant, des différences apparaissent. Si toutes et tous s'accordent à dénoncer le rapport Gisserot dans le cadre de la Conférence sur la famille et le document *Oser la famille* de Christine Boutin et comparses (1), parce que l'un comme l'autre prônent la réhabilitation de la famille traditionnelle et abandonnent toute politique sociale en faveur des enfants de milieux défavorisés pour mettre en place un Code de la famille, il convient de préciser que la critique de la famille prend des formes diverses et variées en fonction de la place qu'on accorde aux individus tant dans l'unité de vie que dans la société. Mais réémerge fortement (les pressions pétainistes font de tels ravages) l'idée que l'individu femme n'existe pas dans la structure familiale autrement que mère de..., épouse de..., même quand elle élève seule ses enfants.

Mais « la lutte pour les droits des femmes est désormais inscrite dans le mouvement social. Il y a à cela des raisons conjoncturelles mais aussi toute l'histoire de l'oppression et de l'infériorisation subies.

Une résistance féminine

Les femmes sont les premières concernées par le travail à temps partiel imposé, le chômage et la précarité qui minent les bases économiques de leur indépendance. Les droits récemment acquis à disposer de leur corps et à décider de leur(s) maternité(s) sont remis en cause, tant par les réductions des dépenses de santé que par des propagandes obscurantistes. » (2)

Elles subissent violences et viols, harcèlement et injures, dans la sphère conjugale, au travail, dans les lieux publics. Mais elles relèvent la tête comme les salariées de Maryflo en grève pour leur dignité de femmes travailleuses, dignité retrouvée (3). Elles luttent pour leur emploi, leur salaire, leurs conditions de travail et résistent aux multiples incitations pour le retour au foyer. Elles disent haut et fort, comme à Lille lors des Assises régionales dans le Nord-Pas-de-Calais, qu'elles savent que le salariat, c'est l'exploitation mais qu'à rester enfermées entre marmites et marmots, dépendantes de leur conjoint, c'est insupportable et qu'elles ne le supportent plus.

Elles résistent, disent-elles. Et que dans cette résistance, elles ont trouvé l'action collective et leurs sœurs, voire leurs frères, de combat.

Les femmes ne sont-elles pas, sur le plan international, dans une histoire d'émancipation commune ? Les dangers que connaissent les unes ne menacent-ils pas toutes les femmes ? Mais les victoires des autres n'encouragent-elles pas toutes celles qui résistent ? (4). C'est le sens de l'engagement des organisations et associations du Collectif national pour les Droits des femmes à saluer autant le courage des femmes algériennes, afghanes ou africaines qui affrontent intégrismes, sida, pauvreté ou guerres, que celui des sans-papiers contre les lois Debré et Pasqua.

Après les travaux des huit commissions préparatoires et des diverses assises qui se sont tenues dans de nombreuses villes (Toulouse, Lyon, Lille, Bordeaux, Rouen...) ou réunions publiques, des revendications apparaissent comme largement partagées : la réduction massive du temps de travail, la condamnation de toute flexibilité et de toute précarité, le développement d'équipements collectifs pour la petite enfance, l'égalité professionnelle et salariale, le droit à la santé, à l'avortement et à la contraception, l'application des lois concernant les violences mais aussi une éducation non sexiste et non hétérodominante, entre autres.

Mais comment les femmes avec les organisations et les associations réussissent-elles à mettre en actes ces axes revendicatifs ? Il leur faudra lors des Assises des 15 et 16 mars, mais aussi et surtout après, être vigilantes, déterminées et ingénieuses pour mobiliser le plus largement possible. Cela ne vaut-il pas le coup tant pour les femmes que pour toute la société ?

Il a fallu attendre 1924 pour que les programmes scolaires soient unifiés pour les filles et les garçons, 1965 pour que les femmes mariées puissent exercer une activité professionnelle sans le consentement de leur mari, 1975 pour que l'avortement soit légalisé mais encadré, 1982 pour qu'il soit remboursé, 1983 pour que l'égalité professionnelle entre hommes et femmes soit inscrite dans la loi (5)... mais aucune avancée ne s'est faite sans la mobilisation des femmes et leur volonté de faire changer les mentalités. Le chemin est long vers l'égalité pas seulement légale mais pratiquée dans la vie. A moins qu'on s'y mette tous et toutes.

Hélène Hernandez

(1) 125 parlementaires ont cosigné ce livre blanc, n'hésitant pas à collaborer avec les amis du milicien Paul Touvier (notes du Réseau Voltaire, n° 103-104, 28 janvier au 10 février 1997).

(2) Extrait de la conférence de presse du Collectif national pour les Droits des femmes, en date du 5 mars 1997.

(3) « On n'a perdu que 8 jours de salaire, et on a gagné notre dignité ! » raconte Marie-Paule, une ouvrière de l'usine de confection Maryflo, près de Larmor-Plage (Morbihan) après 27 jours de grève et le licenciement du directeur de production.

(4) D'après la résolution de la commission International évoquée lors de la conférence de presse du 5 mars.

(5) L'égalité professionnelle et salariale n'existe toujours pas du fait de secteurs d'activités, de filières professionnelles et de formation différents, de systèmes d'individualisation des salaires, du temps partiel, de la flexibilité...

Se reporter à *Le salaire des femmes : toutes choses inégales*... Rachel Silvera, La Documentation française, 1996, 120 F.

Assises nationales pour les Droits des femmes : les 15 et 16 mars 1997, salles LSC - 144-146, av. du Pt-Wilson - 93210 La Plaine Saint-Denis. Inscription auprès de la CADAC 21 ter, rue Voltaire - 75011 Paris - Tél./Fax. 01 43 56 36 48

Marche internationale contre le chômage et la précarité

Nous faisons paraître ici un article malencontreusement amputé la semaine dernière.

Combien l'Europe de 1997 compte-t-elle de chômeurs ? Plus de vingt millions ont été recensés par l'Union européenne. Combien sont-ils en réalité ? Trente millions ? Plus peut-être... Cinquante millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté et cinq millions sont sans sans-abri.

Telle est donc la situation inacceptable, intolérable que se sont engagés à dénoncer, ensemble, sur tout le continent, les six cents personnes présentes à la réunion de Bruxelles des 22 et 23 février.

On se souvient sans doute qu'en juin 1996 un certain nombre d'organisations de chômeurs et de syndicats d'Allemagne, d'Espagne, de France, de Grande-Bretagne, d'Irlande et d'Italie avaient lancé un appel à organiser, de manière internationale, des marches contre le chômage, la précarité et les exclusions.

Les signataires de cet appel s'inspiraient à l'évidence de deux initiatives du même type organisées l'une, en France, entre autres, par AC ! et l'autre, en Espagne, par nos camarades de la CGT espagnole.

Informer l'opinion publique et mobiliser le mouvement social

Il s'agit, bien sûr, grâce à ce moyen, d'agir sur l'opinion publique, de montrer au plus près, ville après village, la réalité du chômage, de refuser d'en laisser banaliser l'existence ou de s'en remettre, s'agissant de l'information, aux médias traditionnels.

Et pour le mettre en œuvre avec toute l'ampleur nécessaire, c'est tout au moins l'opinion de ceux qui ont pris l'initiative du projet, il importait de lancer un appel qui soit repris le plus largement possible. L'objectif, c'est le mouvement de masse, la présence militante de la plus grande pluralité possible des diverses sensibilités humanistes. Il va sans dire que cette ouverture, qui envisage de mêler, entre autres, les démocrates réformistes et les révolutionnaires de toutes couleurs, a engendré des observations de diverses natures, souvent acides. Quelles que soient les critiques «programmatiques» qu'on peut adresser au pragmatisme de cette démarche, l'observation de la foule présente en ce dernier week-end de février, à Bruxelles, oblige à reconnaître son efficacité. Peu étaient totalement d'accord mais tous étaient là, et c'est sans doute l'essentiel. Nombre d'organisations ou de groupes ont d'ailleurs décidé de participer aux marches elles-mêmes en produisant leur propre analyse et en ne diffusant que leurs propres revendications et points du vue comme, par exemple, la CNT française.

C'est le 14 avril, à Tanger, que commencera la marche du sud ; Madrid sera atteint le 18 avril et, à travers l'Euzkadi, la frontière française le 1er mai.

Converger vers Amsterdam

Un second cortège espagnol traversera le Pays valencien et la Catalogne pour arriver, à la même date, à Perpignan. La France sera parcourue par ces deux cortèges — par Bordeaux et Poitiers vers Paris, à l'ouest ; de la Méditerranée par le sillon rhodanien à l'est — auxquels s'ajouteront des défilés venant de Bretagne et de Provence-Côte d'Azur.

D'autres départs se produiront en Italie ; en Allemagne du Centre et du Nord, à ce dernier se joindront ceux qui arrivent de Scandinavie ; de Genève ; de Grande-Bretagne et d'Irlande. Bruxelles sera atteinte le 28 mai et, le 14 juin, à Amsterdam, toutes les marches fusionneront en une grande manifestation qui se déroulera en même temps que la conférence intergouvernementale de l'Union européenne. Elle exprimera la voix de la colère et du refus de la misère.

Moins de 20 francs de l'heure

De nombreux débats sur la situation sociale actuelle des diverses contrées d'Europe se déroulèrent à Bruxelles, qu'il serait trop long de détailler ici.

Nous ne citerons que les informations, nombreuses et détaillées, que fournirent à l'assemblée les représentants des associations et des syndicats des îles Britanniques.

C'est là, semble-t-il, que les objectifs visés par le capitalisme européen ont été le plus profondément obtenus. En particulier, la possibilité pour les entreprises et les services de faire appel à une main-d'œuvre extrêmement bon marché et qui n'a plus de défense collective.

Le moyen utilisé consiste, dans un premier temps, à abolir toute réglementation en matière de salaire minimum et, dans un second temps, d'obliger les chômeurs indemnisés à accepter toute offre d'emploi, quels que soient le salaire proposé et le nombre d'heures travaillées, sous peine de perdre leurs indemnités de chômage. Telle est, aujourd'hui, la gestion du chômage pratiquée en Grande-Bretagne et en Irlande. On ne s'étonne plus que les histrions du capitalisme présents de ce côté de la Manche s'égosillent à en faire la publicité : «Sept pour cent de chômeurs en Angleterre !» Ils oublient de préciser que le système décrit ci-dessus a permis aux managers anglais de ne payer plusieurs centaines de milliers de salariés que 2 livres l'heure, 16 ou 18 francs français...

Non, la marche contre le chômage et la précarité en Europe n'est pas inutile !

J. Toublet

n° 12 11/03/97 10:37 Page 4

IWW : « Nous n'oublions jamais »

Électoralisme et mémoire ouvrière

Le mercredi 9 octobre Mike Alewitz, peintre de fresques, est intervenu, au Labor Temple d'Olympia, sur la formation cet été du nouvel American Labor Party (Parti américain du travail). Comme habituellement lors d'une tournée électorale pour un parti, Alewitz fit un vibrant appel au soutien des travailleurs, mettant l'accent sur le rôle important que des « travailleurs de la culture » pouvaient jouer dans le développement du Labor Party.

Si Alewitz avait simplement porté aux nues son Labor Party, je ne lui aurais pas prêté plus d'attention qu'à n'importe quel autre politicard. Après tout, les partis progressistes naissent et meurent tout le temps – il n'y a aucune raison pour que le Labor Party suive un autre chemin que celui d'une demi douzaine d'autres partis dont les os blanchis forment le paysage de la Gauche. Mais ce qui m'énerva vraiment c'est la façon dont il se réappropria la culture Wobbly (1) pour ses propres fins, réécrivant l'histoire.

Alewitz commença son discours par une hyperbole. « Ce qui s'est passé à Cleveland cet été fut le plus important événement politique qui est arrivé dans ce pays depuis des décennies », proclama-t-il. « Pour la première fois depuis les années quarante, la classe ouvrière américaine a son propre parti politique ». Il est vrai que les Démocrates et les Républicains sont les deux faces d'un même système capitaliste, et Alewitz insista à juste titre sur le fait que jamais les travailleurs ne seront chez eux dans ces partis.

Mais pourquoi n'évoqua-t-il pas le Citizen's Party, le Green Party ou encore le California's Peace and Freedom Party, sans parler des efforts de la National Organization for Women pour construire un parti ? Il n'est peut-être pas complètement en accord avec tout ce que ces partis prônent, mais c'est malhonnête de sa part de prétendre simplement qu'ils n'existent pas.

Alewitz ne réussit pas non plus à analyser, d'une manière générale, le problème de l'efficacité de la construction d'un parti. Si nous avons appris quelque chose de la construction des « Labor Parties » d'Angleterre et d'Europe, c'est que les partis « ouvriers » finissent toujours par reproduire les monstres qu'ils devaient détruire. La nécessité pragmatique de gagner les élections aboutit inévitablement à une érosion des principes qui rendent les prétendus partis du travail indiscernables de leurs doubles plus traditionnels.

Cette érosion des principes est déjà évidente au sein de la plate-forme du nouveau Parti du Travail. L'insistance pour réclamer des « emplois pour tous » par exemple n'analyse pas le paradigme fondamental patron/travailleur. En acceptant tacitement les rapports de classe de la production capitaliste, le Parti du Travail ne parvient pas à offrir aux travailleurs quelque espoir d'une économie véritablement autogérée. Oui, le plein emploi ferait basculer la balance en faveur des travailleurs en éliminant le volant des travailleurs jaunes à la disposition du patronat, mais un simple appel pour plus d'emplois ne constitue pas la vision émancipatrice dont nous avons besoin pour vraiment nous défaire de nos chaînes.

Ce qui me dégoûta vraiment fut la façon dont Alewitz s'appropria la culture Wobbly. Les Industrial Workers of the World (IWW) furent fondés en 1905 par des militants syndicaux qui en avaient marre du syndicalisme corporatiste inefficace des AFL. Les fondateurs des IWW rêvèrent d'« un grand syndicat » (One Big Union) qui pourrait unir tous les travailleurs, quels que soient leurs métiers dans un puissant corps unifié capable de transformer la société en abolissant le capitalisme une fois pour toutes. Ces wobblies de la première heure luttaient pour la justice économique par des moyens économiques et avaient une saine méfiance des partis politiques et de leurs leaders en mal de pouvoir.

Alewitz prit cet héritage wobbly et le déforma, le rendant méconnaissable. Pour illustrer l'importance jouée par le « travail culturel » au sein du mouvement ouvrier, il rappela la fameuse grève des fileurs de soie de Paterson en 1913 (2) et la représentation théâtrale qui en fut faite. Dans un effort pour mettre en place un soutien public en faveur de la grève, le journaliste John Reed, l'organisatrice wobbly Elizabeth Gurley Flynn, et plusieurs femmes de la société new-yorkaise en montèrent une représentation théâtrale au Madison Square Garden utilisant des grévistes pour leur propre rôle.

Alewitz a passé presque sous silence le rôle des IWW dans les grèves mentionnant seulement que « les travailleurs appelèrent des organisateurs wobblies pour la compétence qu'ils pouvaient donner ». En fait, les IWW s'organisaient à Paterson depuis 1905, travaillant dur pour rassembler de multiples groupes ethniques en une force ouvrière cohérente. La représentation théâtrale elle-même fut hautement controversée et beaucoup furent convaincus qu'elle détourna les rares ressources disponibles hors de piquets de grève, ce qui aboutit en dernier lieu à l'échec du mouvement. Comme Melwyn Dubofsky l'explique dans *We Shall be all* :

« À partir du matin suivant, la grève était sur le déclin ; le spectacle en fut l'apogée. Le reste fut un échec. Reed avait promis de l'argent pour les grévistes – des milliers de dollars pour manger, pour se vêtir et pour s'abriter, et maintenant il ne pouvait tenir sa promesse. Les préparatifs pour la représentation avaient détourné, pendant ce temps, les grévistes du travail essentiel : tenir un piquet de grève. Pendant qu'ils abandonnaient le terrain pour l'illusion du théâtre, les premiers "jaunes" pénétrèrent en nombre significatif dans les usines de Paterson. Le spectacle fit naître aussi de la jalousie. Seulement un millier de grévistes purent aller à New York, laissant les 24 000 autres derrière eux ».

Alewitz profana ensuite la mémoire du wobbly Joe Hill (3), compositeur de chansons devenues des classiques du mouvement ouvrier comme *The Rebel Girl* et *Casey Jones the Scab* (pour être juste ce n'est pas inhabituel, le syndicalisme réformiste célèbre depuis longtemps Joe Hill comme l'un des siens malgré le fait que Joe, de son vivant, tourna l'AFL en dérision). Il nous montra des manifestants déguisés en M. Block. *M. Block* est une chanson de Joe Hill évoquant un ouvrier stupide et bien intentionné qui gobe tous les discours de son patron et de ses leaders politiques. Mais Alewitz passa sous silence le derniers vers de la chanson décrivant comment Block se fait duper en fin de compte par les politiciens socialistes…

(…) Alewitz se mit à ressembler à un homme qui a vu un fantôme quand il comprit qu'il y avait dans la salle des wobblies bien vivants. Il avait oublié - que nous n'oublions jamais.

Jess Grant

***Industrial Worker*, December 1996, n° 1596**

(1) Les IWW sont surnommés wobblies. Un serveur chinois aurait questionné des IWW avec un très fort accent : « All eye Wobbly Wobbly » (êtes-vous des IWW ?). La réponse, avec le même accent, « I Wobbly Wobbly » (je suis Wobbly Wobbly), serait à l'origine de ce surnom humoristique. Wobbly peut se traduire par bringuebalant. Au-delà de l'anecdote, cette origine du surnom des IWW souligne le caractère profondément antiraciste de leur action révolutionnaire. Ils organisaient les travailleurs par-delà toute considération ethnique ou raciale, n'hésitant pas à rassembler Noirs et Blancs du sud en s'opposant à l'Apartheid existant. En Afrique du Sud, l'Industrial Worker's Union (syndicat industriel des travailleurs), lié directement aux IWW, organisa une grève des transports qui, pour la première fois dans ce pays, rassembla travailleurs blancs et noirs dans une lutte commune. Lire le paragraphe « Internationalisme et antiracisme » du livre de Larry Portis, *IWW et Syndicalisme révolutionnaire aux États-Unis*, Spartacus, Série B, n° 133, p. 79.

(2) La grève éclata à cause de nouvelles cadences imposées par les filateurs. La répression fut violente. Pendant les cinq mois de conflit, plus de 4 800 personnes furent appréhendées, dont 1 300 jetées en prison. La grève provoqua, en fin de conflit, une tentative de collaboration entre ouvriers grévistes et intellectuels, suite à l'absence d'écho du conflit dans la presse new-yorkaise. La représentation théâtrale fut un fiasco financier mais eut un impact considérable. Elisabeth Gurley Flynn parla d'un désastre. Larry Portis, dans IWW et syndicalisme révolutionnaire aux États-Unis, nuance ses propos (voir p. 68).

(3) En 1914, Joe Hill fut accusé de meurtre, lors d'une attaque à main armée, sur les personnes d'un commerçant et de son fils. Un comité international de défense tentera tout pour le sauver. Le président des États-Unis, Woodrow Wilson, interviendra auprès du gouverneur de l'Utah à deux reprises afin qu'il reconsidère l'affaire Hill. Mais en vain, Joe Hill sera exécuté le 19 novembre 1915.

Une fable moderne

Il était une fois un cochon du nom de Piggy qui vivait dans un enclos connu des hommes sous le nom de Salariat (Wage-slavery). Piggy avait dans l'idée de s'évader de cet enclos vers la Terre de l'Abondance (Land of Plenty), appelée Liberté industrielle (Industrial Freedom). Mais son patron, M. Capitaliste, ne voulant pas qu'il s'échappe et connaissant sa force, eut la brillante idée de laisser Piggy aller dehors – en le gardant toujours dedans. Son patron se procura un tronc d'arbre creux courbé en son milieu et l'installa de telle façon que, si Piggy sortait de son enclos grâce à ce tronc, il découvrirait qu'en définitive il n'en était pas sorti, mais qu'il était allé vers nulle part. Son frère, qui lui ne s'embarrassait pas de philosophie mais voyait les choses sous leur vrai jour, décida d'utiliser l'action directe contre son enclos et aux dernières nouvelles, il était sur la bonne voie pour avoir du bon temps.

Morale : si vous sortez par où vous êtes entrés, vous ne sortirez jamais ! Donc, n'utilisez pas le tronc recourbé !

***Industrial Worker*, août 1927, n° 191**

CINÉMA

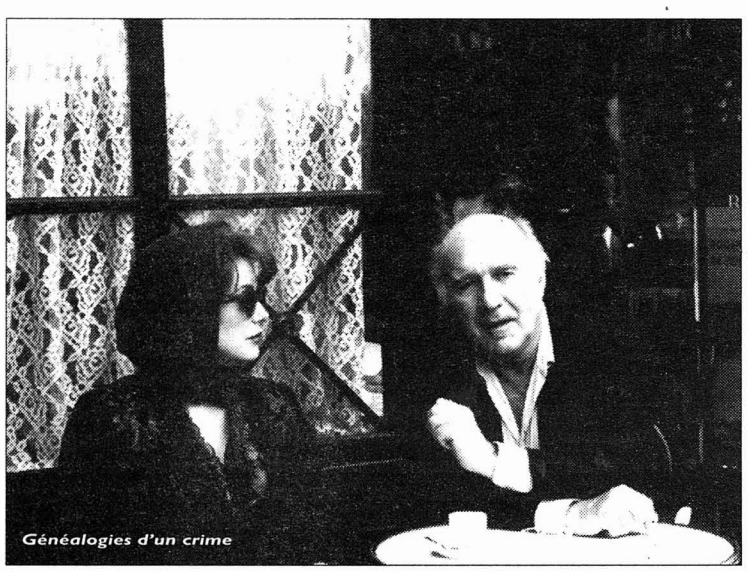
Berlin est un chantier !

BERLIN, CANNES, VENISE, les Ours, les Palmes et les Lions; que rapportent-ils ? L'Ours d'or, empoché par Milos Forman pour *Larry Flynt*, est-il à l'origine des 75 000 entrées à Paris ou est-ce le résultat de l'affiche, contestée par des traditionalistes religieux, que Milos Forman a retirée en dernière minute ? Le film pose très bien le problème de la liberté d'expression et des limites d'une démocratie : le même problème que Chomsky posait en ces termes : facile de donner la parole aux gens dont on partage l'opinion.

Liberté d'opinion, ce n'est pas évident partout dans le monde. *Port Djema*, un film juste et grave sur la politique post-coloniale de la France en Afrique. Ça se passe aujourd'hui, entre les massacres. Un chirurgien français, solidaire des rebelles, est assassiné. Son ami se rend sur les lieux, pour une promesse donnée. L'excellent comédien Jean-Yves Dubois, visage triste de Buster Keaton, campe l'ami médecin. Rien ne se passe mais beaucoup de choses sont dites par les images, passant par les gestes et les plans. Un Ours d'argent récompense le travail d'Eric Heumann dont c'est la première réalisation. Producteur de films importants (*Indochine*, *Le Regard d'Ulysse*), il a eu l'idée du sujet en suivant le tournage d'Angelopoulos avec un photographe. Rarement, on aura vu un film aussi juste sur la décolonisation inachevée où la France « aide les gouvernementaux le jour et les rebelles la nuit », comme le dit un personnage agent double des services diplomatiques français.

Un autre Ours d'argent a été attribué à Raoul Ruiz pour son art inimitable où les marins fous du *Vaisseau Fantôme* fréquentent le fantastique de contrées lointaines. Ruiz est chilien et a été distingué pour ses qualités d'auteur, ses films artistiques et énigmatiques très loin de l'univers balisé des publicités pour lessives *Généalogies d'un crime*.

Lucie Aubrac, très attendu en Allemagne, montrait un Barbie fan de fouet et de filles, la Résistance de très loin puisqu'il s'agit de la belle histoire d'amour de Lucie, d'un caprice de femmes aux beaux chapeaux. Que l'authentique formidable Lucie soutienne le film vient d'après elle d'une chose très simple : « Ce sont des gens ordinaires qui pratiquent la désobéissance civique et c'est une leçon pour aujourd'hui ! ». Mais les Aubrac-Samuel soutiennent le film aussi parce que Berri s'est engagé à verser des sommes substantielles à leur Centre de la Résistance à Lyon.


Généalogies d'un crime

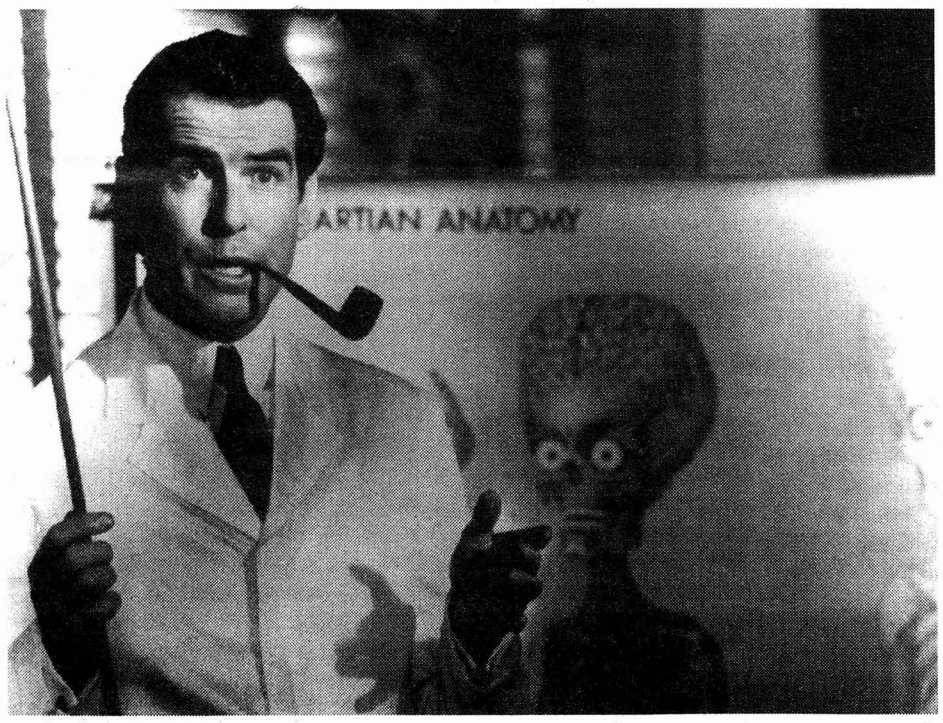
Notre Juliette Binoche rafle en revanche le prix de la meilleure interprétation féminine avec *Le Patient anglais* où elle joue une infirmière pas ordinaire. Un peu de *Dr Jivago*, un peu de *Lawrence d'Arabie*, c'est volé de partout, même si certaines scènes créent parfois de l'émotion, le film est une sorte de *Readers Digest* pour des images pillées dans le grand livre du cinéma.

Une rétrospective Pabst et la sublime Louise Brooks faisaient oublier tout cela et révélaient que cet artiste avait une compassion toute particulière pour ses personnages féminins.

En apothéose : *La boîte de Pandore* (Die Büchse der Pandora) confirmait la pensée libertaire d'un grand cinéaste.

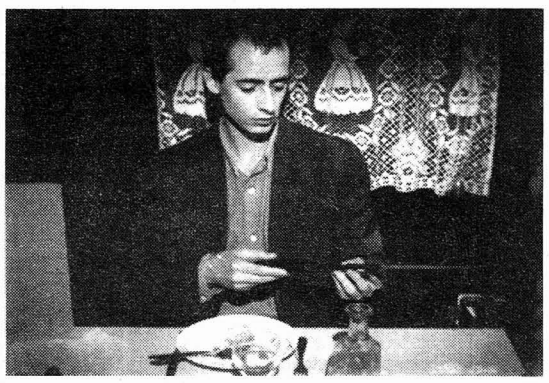
Heike Hurst - Fondu au noir

P.S. : Berlin est en travaux et le Festival déménagera au plus tard en 2001 vers le Potsdamer Platz, vieux centre du Berlin d'avant-guerre. Le seul film allemand en compétition ne manquait pas d'humour et s'appelait *La Vie est un chantier*.



TELE-DE QUAT'SOUS

Trafic



DEVANT UN RÉSEAU NATIONAL INEXISTANT et une mauvaise circulation des productions audiovisuelles entre les régions nous proposons de nouvelles soirées : TIR, Trafics d'Images Régionales, déclarent Philippe Lefresne et Claude Trinquesse. Claude Trinquesse est programmateur à la Flêche d'or où il organise régulièrement des « soirées installation vidéo », des soirées « écrans ouverts » (chacun aporte sa vidéo) et des « soirées carte blanche » ; carte blanche à des réalisateurs ou à des collectifs tels Peyotl ou 101, qui présente aussi bien Human Bomb de Jean-Marc Manach que le beau portrait poétique et déjanté de l'ancien chanteur de *Taxi Girl* Daniel Darc par Marc Sesa Duffaud : une vision poignante et exacerbée du mouvement punk. (actuellement sur le câble). Philippe Lefresne est un des deux membres de Peyotl, qui programme au Couvent les projections du « dernier jeudi du mois ». Il organise aussi chez lui des apéros vidéos le premier et le dernier dimanche du mois. Ces deux « mordus » de la diffusion indépendante, proposent donc aujourd'hui des rencontres interrégionales. Ce trafic d'images régulier débute avec des échanges lyonnais-franciliens. Le premier aura lieu le 24 mars à la Flêche d'or à partir de 20 heures : pour Paris, carte blanche sera donnée à Pierre Merejkovski et Michèle Rollin qui programmeront les films domestiques de Jean Luc Reynier (animation super 8) le court métrage *Sunrise sorcière* de Lydia Veereck, la vidéo art Beaurrières d'Emmanuel Deswartes ainsi que leurs propres films : *Pool* (oeuf poule et la révolution), *Comédie*, et *Nous voulons du chômage* de P. Merejkovski, de M. Rollin, *Les aventures de Monsieur L*, variation librement inspirée par trois aphorismes de Lichtenberg recueillis par Breton dans son anthologie de l'humour noir. Navarro présentera la vidéothèque Parallaile qu'il vient de fonder. On compte sur la participation de *tv troqué*. Pour Lyon, des installations vidéo seront réalisées par Fabrice Escalier Serge Meyer et Philippe Châtelain qui présentera Vidéo Bouyawash, réseau indépendant de diffusion. Sont de surcroît prévus un concert vidéo de Cow boy jean et des performances.

Les réalisateurs Mathieu Doll, Sébastien Coupy et Sylvie Perrin participeront également à la soirée. Le lendemain, démarrera la seconde édition du festival des films chiants. De plus en plus nombreux, les réalisateurs de films chiants revendiquent leur statut, aussi le festival se déroulera-t-il sur quinze jours à la Picolthèque. Du mardi au jeudi en soirée un large éventail de films inédits et (ou) diffusés en circuits confidentiels sera proposé. Large place est faite dans cette édition au documentaire, documentaire fiction, documentaire de création, aux essais, aux vidéo d'arts ainsi qu'aux courts métrages de recherche. Si les thèmes et formes sont variés, des tendances communes se dégagent : la recherche sur le langage, l'éclatement des catégories (documentaire, fiction) concourent à créer un nouveau style dont le nom reste à trouver. Vous avez dit chiantisme ?

Michèle Rollin

dépêches

Première semaine de films chiants à la Picolthèque : 3 rue Ferdinand Duval métro saint-Paul
Pour tout contact, tél. 01 45 67 86 20
Mardi 25 à 20 h 30, *Le cinéaste le village et l'utopie* de P. Merejkowski : 20 ans après, le réalisateur retourne en Ardêche... Une « comédie documentaire » empreinte de cet humour corrosif qui n'est pas « gai ».
Le 26 à 20 h 30, *Une figure florentine* de Jean Breschand : l'auteur, à travers la correspondance de Valéry Larbaud, nous livre une vision poétique d'un Florence insolite tout en explorant son propre rapport avec l'écrivain qui y séjourna. La dimension fictionnelle est donnée par l'histoire du personnage féminin qui représente le narrateur. Une fusion s'opère entre le journal de l'auteur, Breschand, et les lettres de Larbaud.
Le 27 à 19 heures *Au nom de Babeth* : Philippe Desnier enquête dans la Creuse sur le suicide de sa cousine.
Trafic lundi 24 à partir de 20 h 30 à la Flêche d'or 102, bis rue de Bagnolet 75020 métro Alexandre Dumas.

à la petite semaine

Cent ans de perdus

Il y a plus d'un siècle, les militants qui donnèrent naissance à l'Internationale et qui œuvrèrent ensuite à l'éclosion d'un syndicalisme révolutionnaire fortement influencé par l'anarchisme de Proudhon et de Bakounine avaient tout naturellement mis l'accent sur la nécessaire solidarité des travailleurs de tout pays, par-delà les frontières et au mépris des drapeaux nationaux, dans lesquels ils voyaient, non sans clairvoyance, de tristes joujoux patriotiques faisant obstacle à l'émancipation du genre humain.

Depuis, de l'eau a coulé sous les ponts et, lénino-stalinisme, réformisme mou et pénétration néo-cléricale aidant, les représentants officiels du mouvement ouvrier n'ont cessé de prendre du ventre, de salir à peu près tout ce qu'ils ont touché, jetant aux orties ce qui fit sa force et sa dignité, notamment cet internationalisme des origines, renié par un national-syndicalisme à front bas, souillé par des formules répugnantes dont le célèbre « Fabriquons français » de la CGT-PC ne fut pas la moins abjecte.

Aujourd'hui que sur le marché de l'emploi la loi du profit immédiat tente d'imposer brutalement l'ouvrier jetable, comme le mouchoir du même nom, des travailleurs belges, français et espagnols semblent redécouvrir les vertus d'une élémentaire solidarité internationale prônée voilà un siècle par notre courant de pensée.

S'il faut, certes, s'en réjouir, il convient tout autant de ne pas oublier que nos devanciers furent expulsés avec violence du mouvement ouvrier par ceux-là qui œuvrèrent sans cesse à son pourrissement tout en nous faisant perdre cent ans.

À l'heure où un petit soleil rouge et noir paraît vouloir effacer cette trop longue nuit syndicale, il n'est pas forcément vrai que certains débats d'hier soient à nouveau d'actualité. L'histoire a tranché, et il peut être payant d'avoir pour ambition de ne pas répéter les sinistres erreurs du passé. Souvenons-nous en, simplement. Du clairvoyant Malatesta, entre autres, et ne jouons pas encore une fois avec les tricheurs et ceux qui furent leurs complices, même bien intentionnés.

Floréal

Arte : Une oasis dans le P.A.F.

Le projet de loi sur l'audiovisuel, examiné actuellement par le Sénat, prévoit notamment la fusion, à l'été, de La Sept-Arte et de La Cinquième. Le devenir de la chaîne européenne suscite plus d'inquiétudes en France qu'en Allemagne. Car, même dans un univers médiatique plus vivifiant, elle trancherait encore par son originalité et sa haute teneur culturelle, en dépit de la présidence au conseil de surveillance de Bernard-Henri Lévy et de Daniel Toscan du Plantier.

Désireux d'ériger « un vaste pôle du savoir, de l'éducation et de la formation continue », Philippe Douste-Blazy, le ministre de la Culture, escompte de la fusion des deux sociétés une économie cumulée de 142,2 millions de francs. Si, comme il le prétend, « quatre chaînes publiques sont de trop », pourquoi la précédente coalition UDF/RPR avait-elle avalisé le lancement, en date du 13 décembre 1994, de La Cinquième, postérieurement à la naissance d'Arte ? Pour réduire le rayonnement de celle-ci, que certains députés de droite comme Alain Griotteray ou Michel Péricard considéraient d'un œil peu bienveillant ? Ou pour octroyer un poste important au balladurien Jean-Marie Cavada ?

Le 2 octobre 1990, à la veille de la réunification allemande, la France et les onze Länder de la R.F.A. signèrent un « traité interétatique » jetant les bases de la chaîne culturelle européenne. L'association relative à la télévision européenne, formée à parité par La Sept, Société d'édition de programmes de télévision créée le 27 février 1986, et Arte Deutschland, sise à Baden-Baden, vit le jour en date du 30 avril 1991. Le 30 mai 1992, Arte envoya ses programmes simultanément en France et en Allemagne via satellite et câble, avant d'accéder, le 28 septembre, au cinquième réseau hertzien terrestre hexagonal.

Différence d'audimat

La Sept-Arte, constituée le 27 septembre 1993, comporte quatre actionnaires : France 3 (45 %), l'État (25 %), Radio France (15 %) et l'Institut national de l'audiovisuel (15 %). L'A.R.D. (Groupement des entreprises de radiodiffusion publiques d'Allemagne, dénomination de la première chaîne), qui fédère onze stations régionales et le Z.D.F. (la seconde), structure centralisée implantée à Mayence, composent, à 50 % chacune, son partenaire. Le siège strasbourgeois emploie 255 salariés, la Sept-Arte 191, Arte Deutschland 53. 11 équipes de l'A.R.D. et 40 collaborateurs du Z.D.F. œuvrent pour Arte. Les productions « maison », qui représentent plus de 75 % du total, proviennent pour moitié de la Sept-Arte et à volume égal d'Arte Deutschland. L'an passé, le budget global s'élevait à 1,782 milliard de francs. En 1997, les chaînes publiques françaises verront leur pactole diminuer de 616,6 millions de francs ; la Sept-Arte devra se contenter de 939 millions de francs, La Cinquième de 730,5 millions de francs.

Le 9 octobre 1996 à Baden-Baden, l'assemblée générale a réélu Jérôme Clément, le dirigeant de La Sept, pour deux ans à la présidence d'Arte. De mai 1981 à juillet 1984, il fut le conseiller technique de Pierre Mauroy à Matignon. Condisciple d'Alain Juppé au lycée Louis le Grand, puis à l'É.N.A., il a conservé des liens amicaux avec l'actuel Premier ministre. En poste depuis la fondation de l'entreprise, Jérôme Clément aurait déjà dû céder sa place début 1995 à un collègue allemand, conformément au principe de rotation stipulé dans les statuts. Des journaux d'outre-Rhin s'émurent de cette entorse. Au gouvernement français de confirmer que le projet de fusion, annoncé en conseil des ministres le 30 octobre 1996, n'affecte pas l'édifice. Klaus Wenger, le coordinateur de l'entité allemande, espère que la compression de 65,8 millions de francs n'altérera ni l'autonomie éditoriale, ni les programmes. 89 % de la population française peuvent capter ces derniers ; l'audimat moyen oscille entre 3 et 3,5 %. Chez nos voisins, 21,5 millions de foyers (66 % des 81,7 millions d'habitants) abonnés au câble et équipés pour accéder au satellite Astra 1D sont en mesure d'en profiter ; seulement 0,6 % de téléspectateurs s'y intéressent régulièrement. Cette différence s'explique assez aisément. À l'heure où France 2 s'aligne à maints égards sur TF1, Arte continue d'offrir un havre de qualité. En Allemagne, les citoyens exigeants disposent, avec l'A.R.D., le Z.D.F., 3 Sat et les chaînes régionales de palettes généralement fort remarquables. De nombreuses émissions d'Arte sont passées précédemment ou figureront dans la grille du secteur public. Les magazines (*Monitor*, *Report*, *Panorama*, *Weltspiegel*... sur la première, *Frontal*, *Kennzeichen D*, *ML Mona Lisa*, le *Journal des femmes*, *Auslandsjournal*, *Journal de politique étrangère*... (1) sur la seconde) proposent régulièrement des sujets gênants pour le pouvoir, les institutions, des régimes dictatoriaux « amis » de même que pour des firmes. Ils n'ont évidemment aussi peu que les quotidiens *Frankfurter Rundschau*, *Die Tageszeitung*, *Die Süddeutsche Zeitung*, *Die Badische Zeitung*... et les hebdomadaires *Der Spiegel* ou *Die Woche* leur équivalent en France...

Objectivité, indépendance, esprit critique vis-à-vis de l'exécutif et des partis comme des lobbies économiques, volonté investigatrice caractérisent la plupart des « modérateurs », rédacteurs et reporters, là où dans le P.A.F. nous déplorons avec Thierry Meyssan un écœurant « journalisme carpette » (2). Pourtant, le néophyte curieux de découvrir le paysage audiovisuel germanique n'a rien vu ou entendu de ce genre dans *Telle est ta télé* (3), les 24 et 26 août 1996 sur La Cinquième.

Après un tableau synoptique du panel cathodique, cette ahurissante conclusion : « De la concurrence résulte l'uniformité... Et vive le consensus mou... Comme en France, difficile de savoir si l'on est sur le public ou sur le privé... Abondance de chaînes, mais pénurie de choix... comme quoi l'Allemagne, ça ressemble à la France... » Superficialité ou désinformation délibérée ?

Options des maîtres

Dans les bâtiments de la rue de la Fonderie à Strasbourg, on peaufine les informations, le $7^1/_2$ et le $8^1/_2$, huit des 156 soirées thématiques y sont conçues. Les six heures de la saga *Les Alsaciens ou les deux Mathilde* de Michel Favart, en octobre (coût : 50 millions de francs) manquèrent singulièrement de souffle et n'esquivèrent pas plus certains clichés que la soirée Thema du 21 novembre, *Je t'aime... moi non plus*, censée déboulonner ceux qui parasitent la compréhension entre Allemands et Français : des « golden boys » en séminaire dans un hôtel à proximité de la forêt de Melun ou les publicitaires d'Euro-RSCG sont-ils vraiment emblématiques de la « synergie franco-allemande » ? La soirée du 7 janvier 1997 autour de l'existentielle question « Le plaisir, un don de Dieu ? » creusa bien davantage les méninges qu'elle ne porta les neurones à ébullition. «... Le pape avait-il mis son veto ? Avec prière d'agencer le tout de manière dissuasive ! Des radotages qui n'eurent ni de près ni de loin à voir avec l'érotisme, du moins si l'on se réfère à l'évolution de ces trente dernières années... » (4).

Après une éclipse, l'inane Daniel Leconte sévit aux commandes d'une émission dont on lui renverrait avec jubilation le titre à la figure : *De quoi j'me mêle !* En charge des *Mercredis de l'Histoire*, le suffisant Alexandre Adler ne dissimule ni ses partis pris idéologiques, ni... les approximations patentes de son savoir : contre la véracité des faits et le contenu du moyen-métrage sur Istanbul tourné par Susanne Müller-Hanpft et Martin Bosboom, il vendit, le 31 janvier 1996, la Turquie comme une « démocratie moderne » (!).

Alexandre Adler appartient au staff directionnel du *Point* et du *Courrier international*, à l'instar de Framatome une branche d'Alcatel. Son antienne sur la sécurité des centrales nucléaires occidentales dans le $7^1/_2$ du 14 janvier 1997 répercuta logiquement les options de ses maîtres...

D'aucuns ne manquent pas d'ironiser : Dominique Bromberger, « débauché » de TF1 pour le $7^1/_2$, pratique aussi peu la langue germanique qu'Alain Maneval, le premier directeur des programmes imposé par Jack Lang (5). Après avoir confectionné l'habillage de TF1, l'agence de design britannique Lambylearn Robinson, qui n'existe plus, avait conçu le logo et le look d'Arte en vigueur au 1er janvier 1995. Que les téléfilms allemands passent doublés plutôt que dans la version originale sous-titrée irrite certains puristes... Dans la multiplicité des sujets exaltants et des œuvres d'une exceptionnelle facture, chacun(e) déclinera ses préférences.

Espérons que les futures dispositions et la tendance générale du nivellement progressif vers le bas ne faisanderont pas les émissions de la chaîne « à vocation européenne », dont « les intérêts ne doivent pas être subordonnés à ceux, de nature différente, de La Cinquième » (Dieter Stolte, intendant du Z.D.F. et président de l'Assemblée des sociétaires germaniques).

René Hamm

(1) L'Auslandsjournal, tout comme le Weltspiegel ou encore Tele-Globus (sur le Südwest Drei) mettent également en relief la vacuité du *Monde diplomatique*, dont le calamiteux dossier sur « la guerre d'Espagne » (édition de février 1996) n'est qu'un exemple parmi les plus prégnants.

(2) Dans le défunt hebdomadaire *Maintenant* du 24 janvier 1996.

(3) Série fabriquée par C.B. News T.V. de Christian Blachas.

(4) Gitta Düperthal dans la *Frankfurter Rundschau* du 9 janvier 1997.

(5) Le maire de Blois et eurodéputé remplace désormais le très réputé Giorgio Strehler à la tête du Piccolo Teatro à Milan.

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

samedi 15 mars à 11 h 30 :
Chroniques syndicales reçoit Franck Georgy, biographe d'E. Descamps.

samedi 15 mars à 23 heures :
Harmonie du Monde a programmé Hans Eisler, Compositeur allemand

dimanche 16 mars à 10 heures :
La matinée anticléricale invite Malek Chebel, ethnologue, auteur de « L'maginaire arabo-musulman »

mardi 18 à 18 heures :
Idéaux et débats recevra Françoise Salvaing auteur de « La marée du siècle » et Gunzig, « Il y avait quelque chose dans le noir qu'on avait pas vu »

Chronique des bas-fonds

Une petite erreur...

Un billet d'humeur signé l'Atèle paru dans *le Monde libertaire* du 20 juin 1996 nous vaut les poursuites du ministère de l'Intérieur. Des policiers y étaient qualifiés de « parents douteux »... Nous allons vous livrer jusqu'au jour du procès, des informations, des faits concernant les nombreuses bavures pour lesquelles il n'est pas question d'émettre de doute...

Le 12 janvier 1994, *le Canard enchaîné* nous livrait des informations qui faisaient suite à des articles parus une semaine auparavant dans *le Figaro* et *France-soir*.

Il s'agissait en fait des bizarreries judiciaires et policières entourant l'affaire Moussa Kraouche, le porte-parole de la Fraternité algérienne en France. Qu'en était-il en réalité ?

On se souvient de la rafle anti-islamiste opérée le 9 novembre 1993, rafle dont Charles Pasqua espérait bien tirer un bénéfice politico-médiatique.

Mais, très rapidement, Moussa Kraouche et son avocat J. Vergès, crient « à la manipulation policière ».

En réalité, il est question, selon leurs explications « d'un mauvais remake de l'affaire des Irlandais de Vincennes ».

Dans l'affaire Kraouche «... des enquêteurs auraient glissé dans les papiers saisis au domicile de l'Algérien des documents en provenance directe des terroristes du F.I.S. ou du G.I.A.... », rapporte *le Canard* en précisant : « l'ennui : c'est que Kraouche a attendu deux mois pour dénoncer cette manœuvre ».

Une autre explication, que Pasqua reprend d'ailleurs à son compte dès le 11 janvier 1994, laisse entendre que « les enquêteurs de plusieurs services (...) ont commis une petite erreur matérielle au moment de mettre sous scellés les documents saisis. Ils auraient confondu les pièces trouvées chez Kraouche et les photocopies des mêmes documents dont certains services et notamment la D.S.T. disposaient... »

Le Figaro du 11 janvier 1994, poursuit *le Canard*, avait rapporté que le document le plus compromettant pour Kraouche, la traduction d'un texte du G.I.A. serait exactement, au mot près, « la traduction qu'aurait la D.S.T. »

Un inspecteur de la 6e section de la P.J., Patrick Robert, avait fait savoir au juge Le Loire, chargé de l'affaire, que les « irrégularités » avaient été commises lors de la mise sous scellés des documents récupérés...

Erreur, manipulation, falsification, la rafle avait fait naître une affaire où la bavure policière rejaillissait sur le ministre de l'Intérieur de l'époque et sur une partie de ses services qui s'employèrent en toute indépendance à fabriquer des pièces afin de « terroriser le terroriste ».

À la semaine prochaine, en direct des bavures qui éclaboussent un ministère au-dessus de tout soupçon !

Le fouineur

Femmes libres, la fête, et ça continue...

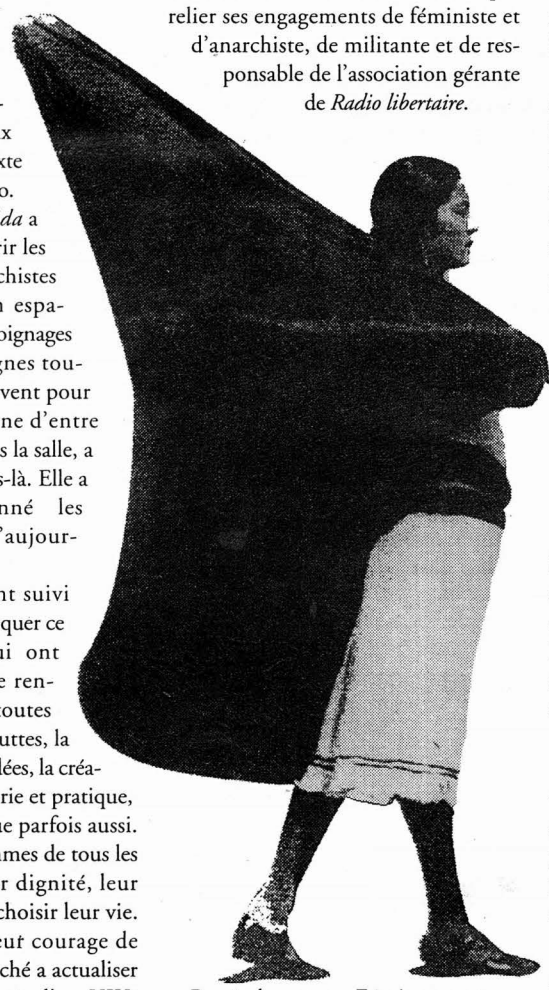
Ce sont plus de 120 personnes qui se sont retrouvées à La Clef samedi 1er mars pour fêter les onze ans de l'émission *Femmes Libres**. Ambiance détendue et chaleureuse, dans un espace où toutes et tous pouvaient circuler et bavarder, regarder les expositions présentées, acheter une vidéo ou une carte postale, une carte d'auditeur de *Radio libertaire* ou *le Monde libertaire*.

La soirée a commencée par l'« hommage aux femmes algériennes », texte dit par Catherine Ribeiro.

Le film *De toda la vida* a permis de faire découvrir les luttes des femmes anarchistes pendant la révolution espagnole de 1936. Ces témoignages émouvants de compagnes toujours actives nous motivent pour continuer à lutter. L'une d'entre elles, Lola, présente dans la salle, a fait revivre ces moments-là. Elle a notamment questionné les femmes anarchistes d'aujourd'hui...

Les échanges qui ont suivi ont permis à Nelly d'évoquer ce que ces émissions lui ont apporté : l'émotion de rencontres si diversifiées, toutes ces révoltes, toutes ces luttes, la recherche et le débat d'idées, la création, les liens entre théorie et pratique, la solidarité, et sa fatigue parfois aussi. Elle a rencontré des femmes de tous les pays, luttant pour leur dignité, leur liberté et leur droit de choisir leur vie. Elle a mis en valeur leur courage de chaque jour. Elle a cherché a actualiser la pensée anarchiste, née d'un XIXe siècle férocement patriarcal, à la lumière du féminisme. Elle a voulu montrer que le féminisme se déclinait de multiples façon. Au-delà des différences, elle nous a fait part de ses efforts pour réunir, plutôt que diviser, afin que nous allions plus loin ensemble. Et elle nous a présenté la nouvelle équipe de son émission : les compagnes de la commission Femmes de la CNT, lien évident avec *Mujeres Libres*, Claudie qui apportera son expérience militante de féministe radicale, antifasciste et antiraciste, et bien sûr Nadia à la technique.

Chacune, chacun dans la salle a alors apporté son témoignage. Élisabeth a insisté sur la nécessité pour elle d'organiser cette fête ; cela lui aurait semblé inconcevable et incohérent de ne pas relier ses engagements de féministe et d'anarchiste, de militante et de responsable de l'association gérante de *Radio libertaire*.



René, du groupe Février, a notamment repris les propos de Bakounine et des anarchistes individualistes pour réaffirmer fortement que « les hommes ne peuvent être libres que si les femmes sont libres ».

Quant à Philippe, au contact de Nelly, il a contracté le virus de la radio et il en est très heureux...

En tant qu'historienne – et bien que non anarchiste –, Marie-Victoire a souligné l'importance du travail de Nelly, la nécessité d'archiver les cassettes des émissions pour garder cette mémoire des femmes ; elle a également rendu hommage à la rigueur avec laquelle les émissions sont construites.

Claire, elle, historienne et anarchiste, a montré comment cette émission avait été un instrument essentiel de reconnaissance des femmes anarchistes dans les milieux féministes.

Puis une militante de Ras l'Front a raconté la dernière action de Xavier Dor, la matin même, contre la clinique Isis, dans le XIIIe arrondissement. Elle a stigmatisé les différences dans la façon d'intervenir des forces de l'ordre : rapides et brutales contre les sans-papiers, lentes et protectrices avec les bigots.

Ensuite le Théâtre de l'Urgence a bien fait rire la salle avec ses sketches, qui mettent en scène la vie quotidienne des femmes, militantes ou non, leurs amours, leurs incertitudes, leurs tics de langage et leurs contradictions.

Dans ce climat convivial, le verre de l'amitié a été l'occasion d'échanger quelques phrases, quelques adresses, quelques souvenirs ou quelques projets. Puis Sabine Viret a terminé la soirée avec sa voix chaude et sensible, aux sonorités méditerranéennes.

La Rapporteuse

* *Femmes Libres*, tous les mercredis à 18 h 30 sur Radio Libertaire, 89.4 Mhz.

Merci à Anne-Danielle pour l'affiche, Dominique, Jean-Pierre et le Comité d'Entreprise de la Caisse d'Épargne pour l'espace du Centre culturel La Clef, Frédéric pour le son et les lumières, assisté de Pascal, Nadia pour les plages musicales, Sylvie et Jean-Claude pour la projection vidéo, Danièle, Elodie-Cécile, Kadia, Christine, Marie-France, Jacques et Guillaume pour la buvette et la table de presse, Claude pour les envois et la caisse, Farida à l'entrée, Riri et Marie-Ange du Théâtre de l'Urgence, Patrick de Mots et Musiques, Sabine Viret pour ses chansons, Hélène et Élisabeth pour la coordination et, bien sûr, Nelly, sans qui rien de tout cela n'aurait eu lieu.

La caravane des sans-papiers

La caravane des sans-papiers s'est arrêtée à Foix le samedi 22 février. Après le visionnge du film « La Ballade des sans-papiers » retraçant toute leur lutte et l'évacuatiuon musclée de Saint-Bernard, le débat s'est ouvert.

Je ne retiendrai que quelques points. Les sans-papiers, par leur texte du Comité de Saint-Bernard, réclament l'abrogation des lois Pasqua, Joxe et Méhaignerie, et le retrait de la loi Debré. Apparemment, les organisations qui les recoivent ne retiennent que le retrait du projet Debré, qui devindra probablement loi.

Il semble impératif de faire circuler le texte des réfractaires de Lille opposés à toutes les lois anti-immigrés. La nécéssité d'une coordination pour une union solidaire se fait d'autant plus impérieuse qu'un des membres de la caravane s'est fait arrêté le mardi 25 février lors de son passage à Tarbes. Sans coordination, les nouvelles n'arrivent pas.

Il est tout à fait remarquable que ce soit une femme africaine du comité des sans-papiers qui rappelle à notre mémoire l'une des valeurs essentielles de la révolution française : l'égalité. Ce mot serait-i, lui aussi synonyme d'utopie ?

Joaquim Lopez (FA Ariège)

Quatre mois de prison avec sursis prononcés à l'encontre de Thomas Santini, objecteur de conscience insousmis

Le 5 février dernier Thomas Santini comparaissait au tribunal de Toulouse pour insoumission en temps de paix. Le verdict du procès a été rendu le mercredi 5 mars à 8 h 30. Le tribunal a reconnu la culpabilité de Thomas et l'a condamné à quatre mois de prison avec sursis, suivant ainsi le réquisitoire du procureur de la République.

Thomas et son comité de soutien sont aujourd'hui soulagés de voir que le sursis a été assorti à la peine d'emprisonnement. Cependant, ils réaffirment que la relaxe est la seule issue dont ils peuvent se satisfaire lors du procès d'un réfractaire au service national.

Depuis le mois de septembre des milliers de personnes ont manifesté leur soutien au collectif des cinq réfractaires dont fait partie Thomas. Nous tenons à les remercier. Grâce à leur mobilisation aucune peine de prison ferme n'a été prononcée, à Marseille et à Toulouse, lors des différents procès des membres du collectif.

Comité de soutien à Thomas Santini

A G E N D A

jeudi 13 mars

MARSEILLE : Le comité de soutien à Munia Abu Jamal organise la projection du film ***« L'affaire Abu-Jamal : le bénéfice du doute »*** à 19 h30 au CRDP, salle Paul Cézane, 31, bd d'Athènes (1er). Entrée libre.

vendredi 14 mars

BORDEAUX : Pot de **soutien à la librairie La Plume Noire et au *Monde libertaire*** à l'Athénée libertaire, 7, rue du Muguet à 19 h 30.

LILLE : Réunion à 18 h 30 à la Bourse du travail (salle Delong) 104, rue Jeanne-d'Arc, du collectif du Nord-Pas-de-Calais pour accueillir la **Marche internationale contre le chômage et la précarité**.

PARIS : Le groupe libertaire Louise Michel organise une réunion « La Fédération anarchiste, comment ça marche, à quoi ça sert ? » au local **La Rue, 10, rue Robert Planquette à 20 h 30**.

samedi 15 mars

LILLE : Débat au centre culturel Benoît-Broutchoux en présence de Gérard Dahan (universitaire-Lille III) : **L'anarchie fonctionnelle d'internet peut-elle déborder dans la société française ?** A 15 heures, 1-2 rue Denis-du-Péage.

ROUEN : Le groupe de la Fédération Anarchiste invite ses sympathisants à débattre sur le thème de l'antifascisme à partir de **14 h 30 à la Halle aux Toiles**.

TOULOUSE : Le groupe Albert Camus de la Fédération anarchiste organise un pot de solidarité pour récolter des fonds afin de soutenir la librairie lyonnaise « La Plume Noire », victime d'un incendie criminel **à 17 heures à l'Athénée Albert Camus**, 36, rue Cugnaux (M° Patte d'oie).

mardi 18 mars

LYON : Rassemblement à l'initiative du Collectif lyonnais de soutien aux sans-papiers **à 18 h 30 place de la République**. Venez inaugurer la Place des sans-papiers à Lyon en ce jour anniversaire de l'occupation de l'église Saint-Ambroise à Paris.

mercredi 19 mars

ANGERS : Le groupe Malatesta organise une réunion-débat à 20 h 30 à l'Étincelle, 26, rue Maillé. Thème : **l'anarchisme aujourd'hui, projet, luttes et perspectives**.

DRAGUIGNAN : Le collectif libertaire La Commune sera l'un des nombreux participants à la soirée « **Réfléchir avant de haïr** » avec des débats, des documents, des rencontres et des concerts (ska, rap) de 16 heures à 23 heures à l'Espace Saint-Exupéry. Entrée libre.

samedi 22 mars

LILLE : L'énergie nucléaire en question ; l'actualité des luttes antinucléaires... c'est une conférence-débat (+ projection d'un documentaire sur Superphénix) avec Bernard et Bernadette (CNT-énergie) et Perline (revue Silence) à 15 heures au Centre culturel libertaire Benoît Broutchoux, 1-2, rue Denis-du-Péage.

PARIS : Le groupe libertaire Louise Michel organise une réunion « La Fédération anarchiste, comment ça marche, à quoi ça sert ? » au local **La Rue, 10, rue Robert Planquette à 15 heures**.

BORDEAUX : Débat sur le thème « **La xénophobie au pouvoir** » avec Philippe Coutant (CNT, Réflex, ASTI) à l'Athénée libertaire, 7, rue du Muguet à 15 heures.

ARGENTEUIL : Les amis de Pierre Kropotkine et le groupe Malatesta de la Fédération anarchiste organisent une conférence-débat sur **le communisme** à 18 heures salle Ambroise Croizat, 21, rue Defresne-Bast.

jeudi 27 mars

EVREUX : La délégation de la Fédération anarchiste se rendra **à 17 heures à la préfecture** afin d'exiger des papiers pour Frédéric Nzau Nsumbu (cf ML n° 1071). Vous êtes les bienvenus.

samedi 30 mars

STRASBOURG : Durant tout le week-end aura lieu le **congrès national du Front national**. Vous n'êtes pas invités ? Le Scalp, lui, vous invite. Vous pouvez le contacter via le café associatif « Au P'tit bonheur, 14, rue de la Schwanau, 67100 Strasbourg.

abonnez-vous!